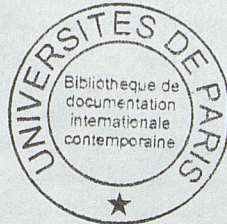


ANN

Agencia de
Noticias de
Nicaragua

Boletín bimensual
No. 264
25 de abril de 1992
Managua



Scarlet Cuadra

Managua, avril. —La signature en septembre 91 des accords de concertation entre le gouvernement, le patronat et les syndicats a ouvert la voie pour les travailleurs à la propriété partielle des entreprises publiques en voie de privatisation. La discussion a surgi au sein du mouvement syndical : quel sera le modèle de gestion ouvrière dans les entreprises aux mains des travailleurs?

Certaines critiques sévères à l'encontre des directions syndicales se sont élevées, pour leur "manque de combativité" au moment des négociations avec le gouvernement et le patronat. Pour certains, cette timidité serait due au fait que le Front national des travailleurs (FNT) n'était pas très clair quant au rôle qu'il devait jouer face à la politique de privatisation du gouvernement. Quelques uns estimaient que les syndicats devaient mettre toutes leurs forces à s'opposer aux privatisations. D'autres redoutaient que la distribution d'actions aux travailleurs soit un facteur de division parmi ceux-ci. Beaucoup voyaient dans cette lutte pour la propriété "un combat sectoriel et peu stratégique". En effet, signalait le dirigeant de la fédération de la Banque, "nous ne pouvons lutter pour la propriété des banques de l'Etat, pas plus que les enseignants ou les soignants pour leur institution". Mais la position majoritaire était que si les travailleurs ne participent pas à la privatisation, le bénéfice en reviendra exclusivement au grand pa-

tronat, ainsi que l'avait prévu initialement le gouvernement.

Pendant que ce débat se déroulait, plus de 2 000 ouvriers de 16 entreprises industrielles nationales s'étaient déjà lancés dans la lutte pour obtenir une part des actions qu'une décision gouvernementale prévoyait de restituer en totalité aux anciens propriétaires. A la suite des accords de concertation, ces travailleurs ont formulé les premières critiques, estimant que les syndicats auraient dû exiger 100 % des actions pour eux qui se battaient depuis un an et 25 % seulement pour les travailleurs entrés plus tardivement dans la lutte. D'autres ont reproché à la direction syndicale d'avoir été trop timorée dans la négociation des privatisations, retenant comme seuls critères les années de service, les salaires et les heures supplémentaires. Selon ces mécontents, le gouvernement devrait être obligé d'indemniser tous les salariés des entreprises qu'il privatise. Ils estiment de plus que le gouvernement est redevable du passif des entreprises qu'il revend et qu'il doit donner

SOMMAIRE

UNE GESTION OUVRIERE A INVENTER

LES FEMMES D'OCOTAL

ERUPTION D'ANNIVERSAIRE

JESUS DES PAUVRES A L'ORIENTAL

LES INDIGENES ET LA CAMPAGNE

BAMBI PLEURE AU FEU ROUGE

L'IDEOLOGIE DE LA SURVIE

COMMENT RESISTER AUJOURD'HUI?

EL SALVADOR : L'UNITE DU FMLN EN DEBAT

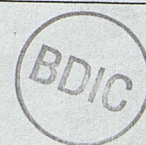
EL SALVADOR : MANIFESTANTS = DELINQUANTS ?

HONDURAS-EL SALVADOR : LES GRANDES MANOEUVRES

PANAMA : LES INDIGENES KUNAS DEFENDENT LEURS DROITS

EN BREF

40 P 11481



aux travailleurs un délai pour effectuer le premier paiement de leurs parts.

L'organisation du secteur dont la propriété revient aux travailleurs a également fait l'objet d'un débat animé. Les directions syndicales sont enclines à préférer la concentration des ressources financières et techniques. Pour cela, il faudrait que certaines entreprises appartiennent en totalité aux travailleurs. Une proposition a été faite dans ce sens : les ouvriers d'une même branche renonceraient à la propriété partielle de certaines de leurs entreprises afin d'accumuler les parts qui leur reviennent et de posséder ainsi la totalité des parts de certaines autres entreprises. Plusieurs objections ont été exprimées à ce sujet. Certains prévoient : *"Cela n'a pas de sens de lutter pour une propriété qui un jour fera partie d'une firme nationale et dans laquelle les décisions seront prises sans que l'on soit consultés"*. Ils rappellent que ce modèle, appliqué sous le gouvernement sandiniste, a engendré bureaucratie et mauvaise gestion. Les entreprises concentraient fonctions, ressources financières et techniques; l'autogestion réelle des travailleurs y était très limitée.

D'autres questions ont été soulevées quant au rôle que joueraient les directions syndicales dans l'administration de ce type d'établissements. Assumant leur gestion, elles perdraient de vue leur objectif fondamental de défense des travailleurs. Si les ouvriers et employés d'une même branche reçoivent par exemple deux ou trois des entreprises de leur secteur, comment faire l'union de tous les travailleurs de cette branche? Quelle sera la situation des employés des entreprises vendues entièrement au privé? Quelles seront leurs garanties face aux licenciements? Quelle sera leur participation aux bénéfices? Face au manque de discussion collective et de décision sur ces thèmes, plusieurs expriment déjà leur volonté de revendre les actions qu'ils recevront.

De nombreux syndicalistes estiment que le FNT devrait négocier avec le gouvernement une nouvelle forme juridique de propriété. Selon eux, les sociétés anonymes et les coopératives présentent des inconvénients sur le plan de leur fonctionnement et de la participation des travailleurs.

L'ensemble des opinions exprimées reflète donc la nécessité de créer une nouvelle forme d'organisation juridique et économique de la propriété, de ses bénéfices et de la circulation des actions. Ce processus se doit d'être démocratique, transparent et clair pour tous les travailleurs. C'est seulement à cette condition qu'ils pourront y participer et affronter les problèmes qui ne manqueront pas de surgir. Sans cette participation réelle de tous, conseillés au début par une équipe de spécialistes, la propriété des travailleurs risquerait de se transformer en un ensemble d'entreprises traditionnelles dont les travailleurs ne seraient les maîtres que sur le papier. -(ANN)

ANN

LES FEMMES D'OCOTAL

Managua, 6 avril. — A Ocotal, dans le nord du pays, environ 300 femmes ont constitué le Front Nora Astorga, du nom d'une combattante anti-somoziste. Elles menacent de passer à l'action armée si le gouvernement ne satisfait pas leurs revendications.

Fin décembre, un petit groupe de femmes, en majorité sandinistes, décide de s'organiser formellement en marge du FSLN. Quelques semaines plus tard, certaines d'entre elles s'intègrent au groupe des "revueltos", qui unit "recompas" et "recontras" et qui, le 6 mars, occupe Ocotal pour exiger du gouvernement qu'il tienne les promesses faites aux réarmés. Celles du groupe qui ne prennent pas les armes appuient logiquement le mouvement. Mais les négociations entre le gouvernement et les "revueltos" laissent de côté bien des problèmes dont les femmes sont les premières victimes. C'est pour cette raison qu'elles décident de se constituer en groupe armé autonome, avec l'appui toutefois des "revueltos" qui s'engagent à entrer en action si l'Armée ou la Police attaquent le Front Nora Astorga. Mais les femmes revendiquent également l'action militaire. Beaucoup d'entre elles -anciennes membres de la guérilla, de l'Armée populaire sandiniste, de la Police, de la contra- ont l'expérience de la lutte armée. Elles ont organisé deux camps d'entraînement militaire, avec l'appui de certains anciens officiers de l'Armée.

Selon les déclarations de membres de leur état-major, le groupe compterait aujourd'hui 300 femmes, réparties en trois colonnes, certaines se maintenant dans la montagne près de la frontière du Honduras et les autres en ville. Elles ont remis la liste de leurs revendications au gouvernement par l'entremise du maire d'Ocotal et exigent de rencontrer la présidente Chamorro pour négocier. Elles réclament entre autres des fonds pour la maison maternelle d'Ocotal, pour la crèche et la maison de retraite; le rééchelonnement de la dette des commerçantes du marché, dont 38 sont menacées de saisie; une augmentation de 100% des pensions des retraités, des invalides et des orphelins de guerre, des mères des Héros et Martyrs. "Les infirmes sont encore plus infirmes, les orphelins encore plus orphelins et les mères des Héros encore plus martyrs avec les 20 ou 30 cordobas (4 ou 6 dollars) qu'ils reçoivent mensuellement". Elles demandent également l'achat de machines à coudre pour ouvrir un atelier, des terrains et des matériaux de construction et la ratification de la loi sur les pensions alimentaires. "Les femmes souffrent plus durement que les hommes de la crise, signale une commerçante du marché devenue chef militaire; en général, nous sommes mères célibataires; les hommes ne font que passer et lorsqu'ils restent, c'est pour se faire entretenir. C'est sur nous que retombe toute la charge des enfants et de la maison". Une enseignante, également membre du Front, ajoute: "Il ne s'agit pas d'une lutte contre les hommes mais c'est vrai qu'ils ne nous donnent aucune place". Mère de huit enfants, elle ne les a pas avertis de sa lutte clandestine. "Mais s'ils se rendent compte, je sais qu'ils m'appuieront". Le Front Nora Astorga n'est pas un mouvement féministe, précise son état-major, "c'est un mouvement de faim et de désespoir". -(ANN/Barricada)

ERUPTION D'ANNIVERSAIRE

Managua, 23 avril. —L'éruption du volcan Cerro Negro, près de Leon a duré quatre jours. Un impressionnant spectacle pour les curieux. Pour ceux qui ont été affectés, une catastrophe. Les mesures gouvernementales d'urgence ont été sévèrement critiquées.

Dans la nuit du 9 avril, le Cerro Negro s'est réveillé pour la 13^{ème} fois depuis sa première éruption, il y a exactement 142 ans. Des explosions rapprochées ont expulsé des colonnes de feu à plus de 500 mètres pendant que la fumée grise atteignait une dizaine de kilomètres de hauteur. La pluie de cendres et de sable que le vent a poussée jusqu'à Leon et au port de Corinto a obligé plus de 8 000 personnes des villages voisins à fuir et a détruit les cultures. Seulement à Leon, 400 000 mètres cubes de sable noir sont tombés, s'accumulant sur les toits et dans les rues sur une dizaine de centimètres. Plusieurs toits se sont effondrés; Leon et Corinto ont été paralysés. Les nombreux curieux venus admirer le spectacle ont entravé les travaux d'évacuation, réalisés en premier lieu par les paysans des coopératives et par l'Armée. Malgré la pluie de sable chaud et l'incertitude quant à l'évolution de l'éruption, quelques paysans ont refusé d'abandonner leur maison par peur de perdre le peu qu'ils ont. Les habitants de Leon ont dû pendant des jours balayer le sable qui paralysait la circulation ; le gouvernement a proposé aux pauvres d'exécuter ce travail en échange d'une provision d'aliments pour un mois.

La présidente Chamorro a qualifié l'éruption de "*dessein de Dieu*". Le Comité national d'urgence a été incapable de garantir des mesures rapides et coordonnées. Dans les dix refuges ouverts aux alentours, la nourriture était insuffisante. Un journaliste commente, après s'être rendu sur les lieux : "*C'est comme sous Somoza après le tremblement de terre, sur dix sacs de haricots donnés, huit sont volés*". Le Cardinal Obando a fait la sourde oreille à la demande d'attribuer aux sinistrés une partie des bénéfices de la Loterie nationale, destinés à la construction de l'Université catholique. L'aide internationale n'est pas arrivée autant que l'attendait le gouvernement.

50 000 personnes sont affectées par l'éruption. Les 4 000 réfugiés dont les villages sont détruits attendent une destination. Personne ne sait ce qu'on fera des 13 400 hectares des terres cultivables autour du cratère. Les experts estiment que certaines zones ne seront pas utilisables avant six ans. Le gouvernement a suggéré de faire de ces terres une réserve naturelle, mais quel bénéfice en retireront les paysans pauvres de la région qui ont tout perdu? -(ANN)



JESUS DES PAUVRES A L'ORIENTAL

"*Jésus des pauvres au marché Oriental*", "*Jésus s'empare des radios*", "*Jésus dans son quartier*", annoncent les journaux sur cinq colonnes. Certains croient en lui, d'autres en rien, quelques-uns s'indignent, tous en parlent. Des milliers de pauvres se pressent au marché Oriental pour entendre de Jésus une parole d'apaisement ou obtenir une guérison. Quel vide est venu combler pendant quelques jours ce nicaraguayen d'origine modeste qui s'est proclamé le "*Fils de Dieu*" ?

C'est l'Esprit Saint qui a annoncé sa naissance à sa mère il y a de cela 34 ans, comme celle-ci le confirme. Au moment de l'éclipse de juillet dernier, il a su que le moment était venu de se faire connaître. Il s'est donc rendu sur les marchés, dans les hôpitaux, pour y apaiser les pauvres et les malades. Il a ressuscité sa mère morte et, par deux fois, son épouse. Avec cette dernière, il a plusieurs enfants mais sans jamais l'avoir "*connue charnellement*". Vêtu d'une tunique blanche, il se tient au marché Oriental parmi les vendeurs du secteur informel, les délinquants, les mendiants, les prostituées, les enfants de la rue. "Jésus des pauvres", ou "Jésus de l'Oriental" comme tous l'appellent, prêche l'amour, impose les mains et verse quelques gouttes d'eau sur la tête des malades. La plupart repartent soulagés, ils se sentent mieux. Face aux insultes, il ne hausse pas le ton ; il pardonne même les coups assenés par des tenants de l'Eglise institutionnelle. A ceux qui, comme le cardinal Obando, nient son caractère divin, il répond calmement que nous sommes tous des Fils de Dieu. Le curé de son quartier ne s'offusque pas : "*Il manifeste de bons sentiments et comme les pauvres ont besoin d'un leader, ils s'identifient à lui, ils espèrent ainsi guérir de leurs maux puisqu'ils n'ont plus accès à la médecine*".

L'Eglise officielle se montre, elle, méprisante et sévère envers celui qu'elle considère comme un usurpateur et un blasphémateur. Mais "*pourquoi l'empêcher de faire le bien alors que nous n'y parvenons pas?*" interroge le Père jésuite Javier Llasera. Dans une société déchirée par la violence et enfoncée dans la misère, alors que les réponses politiques manquent et que l'Eglise se range du côté des riches, "Jésus des pauvres" prône l'avènement d'un homme nouveau fait d'amour et de solidarité. "*Il met en évidence le besoin de quelque chose en quoi croire, de quelqu'un qui mette un peu d'ordre et de sens*", poursuit le Père Llasera. Posons-nous les questions sur nos manques, conclue-t-il.

Eclipsé dans les médias et l'opinion publique par l'éruption du volcan, il tombe déjà dans l'oubli. Mais le manque qu'il est venu combler pendant quelques jours continuera à s'aggraver. Et, comme le commente un des supporters de "Jésus des pauvres", "*une voix neuve dans ce paradis du néo-libéralisme*", son apparition à le mérite de représenter "*ce qui nous est arrivé de plus amusant depuis quelques années au Nicaragua*". -(ANN)

LES INDIGENES ET LA CAMPAGNE

Managua, 20 avril. — Renforcer les organisations populaires est considéré comme une des tâches les plus importantes de la Commission nicaraguayenne de la Campagne "500 ans de résistance indigène, noire et populaire". Mais il semble que les communautés indigènes aient du mal à trouver leur place au sein de cette Campagne, comme le reflète la réunion nationale tenue à Managua.

Au cours de cette 7ème réunion organisée le 10 avril, la coordinatrice de la Commission nationale Marlene Chow a annoncé l'intégration des étudiants et des collégiens ainsi que du syndicat des enseignants ANDEN à la Campagne alors que jusque-là, l'appui était venu principalement des organisations paysannes. La Commission a insisté sur l'importance d'élargir l'audience à travers les médias et d'organiser des ateliers d'information sur le contenu et le sens de la Campagne, car *"les nicaraguayens sont mobilisés autour de leurs problèmes de survie, ce qui ne leur permet pas de se consacrer à leurs 500 ans de préhistoire"*. La promotion de l'artisanat traditionnel, *"unique héritage culturel indigène"*, sera un autre axe du travail de la Commission nationale. La Foire artisanale d'octobre prochain contribuera à cette diffusion de la culture des communautés. Les 11 et 12 avril, le Mouvement d'expression paysanne artistique et théâtrale (MECATE) a fêté son 12ème anniversaire en offrant un spectacle sur le thème de la Découverte, aux côtés de la troupe Bread and Puppet venue des Etats-Unis.

Lorsque la coordinatrice M. Chow a proposé d'organiser une projection de vidéos sur la vie des minorités ethniques du continent, elle s'est heurtée au refus du leader de la communauté indigène de Monimbo, qui a signalé qu'on ne connaissait même pas les problèmes des communautés nicaraguayennes et que celles-ci ne recevaient aucun appui spécifique dans le cadre de la Campagne. Il a exigé que l'on y accorde *"plus de place aux indigènes"* et a annoncé la formation, le 24 avril, de la confédération des indigènes du Pacifique.

La proposition de hisser le drapeau national en berne et barré d'une bande noire le 12 octobre prochain, pour rappeler le génocide lié à la Découverte, a été adoptée à l'unanimité et sera soumise aux autres groupes du continent. -(ANN)

BAMBI PLEURE AU FEU ROUGE

Managua, avril. — Le trafic des animaux sauvages est un commerce très prospère au niveau mondial et tout aussi clandestin que celui de la drogue. A Managua, la crise a fait fleurir aux feux rouges des biches déprimées, des perruches à l'air tuberculeux, des bébés jaguars amorphes et des singes hébétés. Une question se pose à ceux, peu nombreux, qui ont la fibre écologique: mais que fait la police?

Le chiffre d'affaires annuel du trafic des animaux sauvages, en très grande partie clandestin et parfois lié aux cartels de la drogue, est de 5 000 millions de dollars. Ce problème, qui vient s'ajouter aux maux déjà nombreux qui affligent la planète, trouve son origine dans la mode répandue dans les pays industrialisés d'avoir chez soi son python, son crocodile ou son léopard; amour de la nature mal compris ou snobisme. En 1990, 40 000 singes ont été vendus dans le monde; ce chiffre signifie qu'on en a arraché 240 000 à leur forêt natale et que 200 000 sont morts lors de la capture, pendant le transport, à cause du stress, d'une mauvaise alimentation ou tout simplement de chagrin. Des 3,5 millions de perroquets capturés chaque année, 500 000 seulement survivent et sont commercialisés. Les anciens pays socialistes sont entrés dans la danse, selon l'organisation protectrice des animaux Traffic International qui affirme que des Hongrois, des Roumains et des Bulgares exploitent des liens tissés avec des pays tropicaux de leur ancienne sphère d'influence.

Au Nicaragua, la crise fait de l'homme un loup pour les animaux. *"Crois-moi, ce n'est pas du gâteau d'aller capturer les perruches et de passer des journées entières sous le soleil, au feu rouge, pour essayer de les vendre. En plus, elles meurent de soif, de faim ou de chaleur et les gens veulent toujours les acheter pour presque rien"*, explique Juan José, un ancien mécanicien devenu vendeur de rue. C'est l'autre face du trafic mondial des animaux: la crise économique que traverse le Tiers monde porte les gens à faire n'importe quoi pour survivre. A la chasse aux espèces sauvages pour le marché national ou l'exportation s'ajoutent l'avancée de la frontière agricole, la pollution et certaines habitudes alimentaires. Au moins 15 espèces (selon d'autres sources trente ou quarante), comme certains types de perroquets, de perruches et de tortues, le tapir, le jaguar, le singe Face blanche, le toucan, le lamantin ou le tamarin géant sont au bord de l'extinction.

La vie sauvage, mais triste, envahit la rue; les restaurants offrent au menu des oeufs de tortue paslama, dont la vente est interdite sous peine d'une amende de 5 000 cordobas, soit 1 000 dollars; les marchés sont pleins d'iguanes entortillés de ficelles, de tatous au regard résigné. La première réaction du citoyen sensibilisé à l'écologie est de se demander pourquoi la police ne fait rien. C'est pourtant simple: elle n'a pas le droit de confisquer la marchandise ni de mettre d'amende, ces facultés relevant de l'Institut des ressources naturelles (IRENA). Mais l'IRENA est la cendrillon du budget et n'a aucun moyen pour agir. En résumé, la police pourrait faire quelque chose mais n'a pas le droit, l'IRENA a le droit mais n'a pas les moyens.

Cette situation à la Kafka vient, selon un responsable de la police, du fait que personne n'a jamais pris au sérieux la question écologique. Le règlement de la police date de...1897 et les lois les plus récentes sont restées lettre morte. Il faut remarquer, de plus, que son institution a déjà beaucoup de mal à remplir ses fonctions les plus urgentes. Cependant, de temps en temps, la police et l'IRENA font ensemble des opérations coup de poing. Récemment, alors qu'il est interdit de vendre les iguanes qui sont en période de reproduction, les policiers en ont confisqué 500 au Marché oriental. Ils ont failli se faire lyncher par les vendeuses en furie, car l'iguane est le plat traditionnel des fêtes

de Pâques. Pourtant, à la différence du Christ, les iguanes ne ressuscitent pas le troisième jour.

Les mesures de protection de la nature sont chères et le Nicaragua est un pays pauvre. Mais, avec le temps, ne pas prendre de mesures allonge la facture. Pour l'instant, James Incer, le responsable de l'IRENA, prévoit de créer 21 nouveaux Parcs nationaux, dont l'accès sera restreint et qui seront surveillés par des gardes forestiers recrutés parmi la population locale et ayant reçu une formation. Cela sera-t-il suffisant pour sauver les animaux en voie d'extinction? Les plus heureuses -pour l'instant- sont sans doute les 30 ou 40 espèces qui n'ont pas été comptabilisées mais dont on sait qu'elles vivent là où personne ne va jamais, tel le quetzal que les jeunes soldats de l'armée sandiniste ont pu observer quand la guerre les a entraînés dans la profondeur de la forêt à la poursuite de la contra, près de la frontière hondurienne. -(ANN)

L'IDEOLOGIE DE LA SURVIE

Un entretien avec François Houtart

Trish O'Kane

Managua, avril. — Sociologue belge et directeur de Recherche à l'Université centraméricaine (UCA) de Managua, François Houtart a observé le néolibéralisme dans plusieurs pays. Selon lui, le succès des néolibéraux se doit au fait qu'ils ont compris, mieux que la gauche, l'importance des mécanismes sociaux et la nécessité de les étudier de façon systématique.

Trish O'Kane: Quels sont les mécanismes qu'utilise le néolibéralisme pour imposer son modèle?

François Houtart: Le néolibéralisme n'est pas seulement un système économique mais aussi idéologique. Son modèle s'impose dans le cadre d'une démocratie formelle et grâce à tout un appareil de légitimation qui passe par certains concepts, tel celui de la réconciliation. Lorsqu'il s'agit de réconciliation au sein des classes populaires, par exemple entre les paysans contras et les paysans des coopératives, c'est très bien. Mais ce n'est pas celle-ci que veut la bourgeoisie. Elle manipule le terme de réconciliation pour définir les rapports entre oppresseurs et opprimés, par exemple les latifundistes qui reviennent sur leurs terres et leurs péons. Dans ce cas, le mot prend tout son sens d'instrument culturel de classe. Les nouvelles bourgeoisies disposent de tout un arsenal idéologique pour restaurer leur hégémonie, en particulier à travers la télévision et la religion. Le rôle du sociologue est de démontrer systématiquement qu'aucun concept n'est innocent du point de vue social. Les intellectuels doivent analyser concrètement les concepts et en proposer d'autres basés sur les intérêts des classes populaires. Le poids des institutions est réel dans la société. L'Eglise catho-

lique institutionnelle n'a pas permis à l'Eglise des pauvres d'avoir son canal. L'Eglise populaire est donc passée par des canaux politiques. Mais pour les gens, et en particulier en milieu rural, la légitimité religieuse est incarnée par le curé et l'évêque. Ils ont les clés du Salut et les gens font la distinction entre leur position politique et leur rôle religieux. Par exemple, on disait que le cardinal Obando était lié à la CIA, mais quand est venu le jour de son intronisation, tout le monde était là. Il y a dans le peuple une ignorance de ce qu'est vraiment la religion. Il n'accepte pas que l'on attaque le rôle religieux des membres de l'Eglise. La contra et la bourgeoisie nationale ont profité de ces erreurs.

TO: Comment le néolibéralisme a-t-il transformé les schémas et le comportement des secteurs populaires?

FH: Les conditions matérielles qui donnent lieu au développement d'une conscience de classe existent moins. Dans la plupart des pays en voie de développement, le capitalisme n'a pas besoin d'une main-d'oeuvre placée dans une relation directe capital-travail. Seule une minorité employée à la production industrielle et agricole vit cette relation. La majorité connaît des formes "pré-capitalistes" de survie, pratiquant le troc, vendant ses services ou son artisanat. Tout le secteur informel urbain et de la petite production rurale est lié à une économie de survie. Cette population est intégrée au système global tout en étant exclue. Une des façons de l'exclure est de lui refuser le droit à l'éducation, afin d'imposer la logique du marché. Pour fonctionner, le néolibéralisme a toujours besoin d'une élite formée mais il n'a pas besoin d'éducation populaire.

TO: Que signifie cela sur le terrain socio-culturel?

FH: Les gens doivent limiter leur horizon à la macrodimension: la famille, le quartier, le hameau. Quand il faut survivre dans ce contexte, il n'y a pas les conditions objectives pour développer une conscience de classe et encore moins une conscience politique. La conscience de classe exige un certain niveau d'analyse qui s'acquiert par l'éducation ou l'intégration à un certain processus économique, par exemple une relation capital-travail où l'exploitation de la force de travail est évidente. Dans un pays où le secteur informel est prédominant, peu de gens parviennent à ce niveau de conscience. Ces nouvelles relations économiques sont très commodes pour le capitalisme. Le système n'a pas à s'occuper de cette population qui trouve elle-même ses modes de survie. On peut ainsi poursuivre le processus d'accumulation, produire des biens de consommation pour ceux qui peuvent acheter ou pour l'exportation et laisser une grande partie de la population en dehors de l'économie formelle. Les théoriciens de la marginalisation sociale affirment qu'il ne s'agit là que d'un retard mais qu'ensuite ces gens pourront s'intégrer à l'économie formelle. Ils nient que cette marginalisation soit le fruit du système capitaliste.

TO: Au Nicaragua, le secteur informel a appuyé la Révolution et a ensuite refusé son vote au FSLN. Pourquoi?

FH: Ce sont deux choses bien différentes. Les conditions objectives pour créer une conscience politique et de classe n'existent pas dans la population. Sa réaction est affective, à court terme.

Quand elle n'arrive plus à survivre, elle peut exploser en insurrection, mais sans capacité d'analyser et de voir à long terme. Le néolibéralisme accroît ce secteur de la population qui est de moins en moins capable de conscience politique et qui réagit de manière affective, non rationnelle. Un dirigeant qui défend une politique juste mais qui n'est pas lié aux masses sera rejeté.

TO: Le gouvernement sandiniste a mis en oeuvre en 1988 un programme d'ajustement économique très dur. Le rejet exprimé aux élections de 90 n'est-il pas au contraire une réaction rationnelle des gens les plus affectés?

FH: Bien sûr, mais c'est une réaction à court terme; ce secteur pourrait tout aussi bien voter aujourd'hui contre l'UNO. D'autres facteurs font que ces gens qui ont voté UNO ne voteront peut-être plus, ni pour le FSLN ni pour l'UNO. Il y aura une forte abstention comme au Mexique et dans beaucoup d'autres pays. On assiste à une dépolitisation générale en Amérique centrale et à une atomisation des groupes sociaux. L'individualisme se développe avec la lutte pour la survie quotidienne. Il y a également une augmentation terrible de la violence vue comme un moyen de résoudre les contradictions. D'autre part, j'ai constaté dans plusieurs pays que lorsque le modèle néolibéral obtient un certain succès, il se passe la chose suivante : aux Philippines, par exemple, une classe moyenne assez importante s'est développée grâce à l'entrée des multinationales. Peu à peu, elle a formé la base sociale de partis du centre ou du centre-droite. Il s'agit d'une nouvelle couche urbaine sans beaucoup de revenus mais avec des modèles de consommation et de comportement copiés sur ceux des classes possédantes. Ces gens ne font pas d'alliance avec les classes populaires. Ce sont eux qui appuient Cory Aquino.

TO: Si les formes traditionnelles d'organisation ne fonctionnent plus, comment la gauche peut-elle intervenir dans ce nouveau monde façonné par le néolibéralisme?

FH: Les mouvements communaux ou de quartier sont mieux acceptés. Il est facile de s'organiser par unité géographique car celle-ci représente pour la majorité l'unité réelle de vie. Le problème est que nous avons compris ces mouvements comme des instruments de la lutte des classes alors que la plupart du temps, il n'en est rien. Ils cherchent à résoudre des problèmes d'approvisionnement en eau, d'évacuation des ordures, des problèmes sanitaires, etc. Le danger est qu'ils se transforment en mouvements "pour faire", sans s'occuper de développer la conscience populaire, de montrer aux gens que leurs problèmes quotidiens sont liés à la macrodimension. Ces mouvements doivent partir des nécessités immédiates des gens, mais en essayant de former des dirigeants liés à la macrodimension. Sinon, ils sont très commodes pour le néolibéralisme, comme on le voit actuellement. -(ANN/ Pensamiento propio)



COMMENT RESISTER AUJOURD'HUI ?

Un entretien avec Daniel Ortega

Helge Fisher

Managua, avril. —L'élaboration d'une stratégie capable d'enrayer les progrès du néo-libéralisme et d'un projet alternatif sont pour la gauche latino-américaine une urgente nécessité. Selon Daniel Ortega, qui s'est entretenu avec l'ANN, seules l'action conjointe et l'intégration du Sud peuvent s'avérer efficaces. Il estime que le Forum de Sao Paulo est l'initiative la plus énergique de la nouvelle gauche latino-américaine dans la recherche d'une contre-proposition. Selon lui, on ne peut vaincre immédiatement le néo-libéralisme. Dans le cas du Nicaragua, le FSLN doit résister à ses offensives en se battant pour modifier la politique économique gouvernementale. C'est dans ce but qu'il a proposé au gouvernement et aux autres forces sociales de travailler à un accord national.

ANN: Quels sont les résultats du séminaire de Lima?

Daniel Ortega: Face aux changements qui ont eu lieu dans le monde, le Forum de Sao Paulo est un instrument très important de la gauche latino-américaine pour concevoir une alternative au néo-libéralisme. J'envisage toujours cette gauche dans le cadre des forces du Sud. Ses efforts doivent être liés aux propositions qui surgissent dans d'autres régions du Sud, mais aussi à celles de la gauche européenne et étatsunienne. La réunion de Lima est la première tentative du Forum d'aborder la question économique, car jusqu'à présent ses efforts ont surtout porté sur le rassemblement politique de la gauche. Plus de quarante propositions ont été présentées par des économistes. On ne peut pas dire pour l'instant que nous soyons en train d'élaborer une alternative, mais ces nombreuses données en sont la matière première fournie par des spécialistes riches d'expériences différentes mais connaissant notre problématique commune. La pensée de la gauche latino-américaine n'est pas la même partout. A Lima, nous avons rappelé on ne peut pas oublier l'expérience de Cuba, celle d'une proposition socialiste qui cherche à se redéfinir dans des conditions nouvelles. C'est une référence importante dont on doit tenir compte. Il doit y avoir échange d'expériences et apport mutuel.

ANN: Cet effort vise-t-il à réformer le néo-libéralisme de l'intérieur ou bien à rompre radicalement avec lui?

DO: Quand nous avons une proposition de socialisme et de communisme dessinée par l'URSS et les pays de l'Est, c'était une proposition claire face au capitalisme et à son expression néo-libérale. Autour de cette proposition, il y avait toute une gamme de positions en Amérique latine et dans le Sud, mais nous avions un même chemin. Au Nicaragua, nous avons fait une proposition pour aller vers le socialisme, avec des nuances qui nous différenciaient de l'Europe de l'Est ou de Cuba, mais nous avions les mêmes buts que la Révolution d'Octobre. Il y

avait eu la Révolution d'Octobre, puis la Révolution chinoise et d'autres encore et nous nous inscrivions dans ce mouvement-là. L'effondrement des pays de l'Est n'implique pas l'effondrement de la proposition de libération totale de l'être humain de toute forme d'oppression et d'exploitation, telle que l'a conçue Marx et telle que Lénine l'a mise en pratique. Il ne s'agit pas de chercher une nouvelle proposition éthique. Celle-ci reste la même. C'est dans la manière d'atteindre cette utopie que l'on doit changer. Nous devons lutter pour trouver une alternative à long terme. A court terme, nous devons résister à la politique néo-libérale, sans cesser de lutter contre le néo-libéralisme et le capitalisme. Nous devons reconnaître la réalité, à savoir que cette force dominante existe et que nos économies sont satellisées, pour trouver des formes de lutte qui nous permettent d'être en meilleure position, mais dans ce cadre d'ensemble. Il faut continuer à lutter pour cesser d'être des satellites, mais en sachant que nous ne vaincrons pas du jour au lendemain les forces du capitalisme. Pensons dans un premier temps à des mesures défensives, des mesures de résistance. Au moment où ces politiques s'appliquent, nous devons chercher des formes de régulation, de modification, c'est-à-dire aider le gouvernement à résister à la pression des organismes internationaux et chercher à briser leur logique. Et quand le gouvernement va au-delà de ce qu'exigent ces organismes, il nous faut lutter pour casser la logique du gouvernement. Mais la réalité nous enseigne que cela ne permettra pas au Nicaragua d'échapper à court terme au filet du néo-libéralisme. Je pense que nous pouvons par contre obtenir des réformes du modèle néo-libéral, surtout en ce qui concerne la distribution des ressources afin de renforcer le système productif, l'emploi réel, et ne pas tant sacraliser les questions de la monnaie et de l'inflation car cela bloque toute possibilité de développement. En ce moment, par exemple, le Nicaragua subit des pressions de ces organismes qui estiment que nous devons cesser de produire du maïs, car la production est trop chère, et que nous devons acheter le maïs aux Etats-Unis. Nous devons nous battre pour qu'on ne nous ôte pas la possibilité de produire nos aliments et qu'on ne nous convertisse pas en simple importateur des produits du Nord. En fait, je ne vois pas comment un pays peut se libérer seul s'il n'y a pas des changements profonds dans les relations internationales. Nous devons penser à une intégration du Sud, qui, à mon avis, a assez de ressources pour livrer cette bataille. Il me semble donc qu'à l'heure actuelle, les efforts de la gauche latino-américaine et du Forum de Sao Paulo, peuvent apporter beaucoup d'idées, d'expériences qui nous aideront à résister aux pressions du néo-libéralisme. Il s'agit aujourd'hui de résister. Nous ne pouvons pas vaincre le néo-libéralisme du jour au lendemain.

ANN: Pensez-vous que le gouvernement du Nicaragua est disposé à résister aux pressions néo-libérales et qu'un accord national est envisageable?

DO: Lors de la réunion que nous avons tenue le 14 mars, le gouvernement nous a fait savoir qu'il était prêt à résister et à modifier sa politique économique, dans des proportions qu'il estime raisonnables. Nous avons donc un défi à relever: faire une proposition au gouvernement pour parvenir à un accord national. Si le gouvernement l'accepte, nous pourrions résister

ensemble aux pressions néo-libérales. Mais je le répète, résister c'est admettre que l'on va subir des pressions et que l'on ne pourra pas échapper à toutes. Il faudra donc manoeuvrer dans un champ défini par d'autres. Mais nous ne leur permettrons pas de revenir à la situation des années soixante.

ANN: Est-ce que le fait d'entrer à l'Internationale Socialiste (IS) revient à reconnaître qu'on ne peut échapper, à l'heure actuelle, aux filets du néo-libéralisme ou bien est-ce une forme de résistance?

DO: Je crois qu'il est très important d'élargir nos bases, surtout dans le Nord, le terrain de l'ennemi. La résistance depuis le Sud est fondamentale, stratégique, mais elle est encore limitée. C'est pourquoi nous luttons pour l'intégration du Sud, en termes politiques et sur la base d'une proposition économique. C'est dans ce but que j'ai participé à une réunion à Tripoli avec Mandela, Lula, Arafat et Khaddafi, puis au Forum de Sao Paulo où je puis dire que nous avons progressé dans cette recherche. Quant à notre entrée officielle à l'IS en tant que membre à part entière - parce que nous en sommes de fait membres depuis déjà douze ans - nous l'avons évaluée avec d'autres forces de la gauche latino-américaine et nous pensons que, sans pour autant renoncer à une proposition propre, il faut que nous y soyons présents pour livrer bataille là aussi contre la politique du Nord. L'IS est, depuis le Nord, la proposition politique qui a le plus marqué le Sud. Des personnalités comme Brandt et Palme se sont à moment donné imposés au sein de l'IS pour encourager un rapprochement avec le Sud. Grâce à eux, le dialogue nord-sud a été relancé. Mais après le décès de Palme et celui de Kreisky, qui jouait également un rôle important dans ce dialogue, et maintenant que Brandt est âgé, l'IS est en train de revenir à la tendance eurocentriste et de se tourner de plus en plus vers l'Est. Il s'agit donc de livrer bataille au sein de l'IS pour que ces forces politiques du Nord qui soutenaient le dialogue nord-sud ne s'éloignent pas mais qu'elles encouragent une politique plus audacieuse vis-à-vis du Sud. Pour nous, l'entrée à l'IS est une façon d'amplifier notre lutte, non seulement de livrer bataille dans le Nord en nous appuyant sur les réseaux de solidarité, sur les forces de gauche, mais encore en nous appuyant sur les forces politiques, disons, institutionnalisées qui, depuis le Nord, ont montré le plus de sensibilité envers le problème du Sud.

ANN: Comment garantir qu'un accord national au Nicaragua soit souscrit par d'autres forces politiques, en plus du FSLN et du gouvernement?

DO: Je pense que l'accord entre le gouvernement et le FSLN devra poser les bases d'un futur accord national. Il ne s'agit pas seulement d'un accord entre le sandinisme et le gouvernement, mais d'un accord qui devra forcément inclure les différents secteurs économiques et sociaux du pays. Nous sommes en train de préparer la formation d'une commission technique et économique qui proposera des modifications substantielles à la politique économique actuelle. En même temps, nous consulterons le Front national des travailleurs, l'Union nationale des agriculteurs, la Coordination Paysanne qui regroupe sandinistes et anciens contras. Nous nous réunirons aussi avec les femmes, les

jeunes, les syndicats non sandinistes et même avec le patronat. La proposition que le Front Sandiniste fera au gouvernement s'appuiera donc sur un consensus.

ANN: Dans le cas où cet accord serait passé, comment garantirez-vous que le gouvernement en respecte ultérieurement les clauses?

DO: Nous avons clairement manifesté que le sandinisme doit se mettre à la tête des luttes populaires. Là où un conflit éclate, là où se livre une bataille d'ordre économique, social ou politique, nous devons être en première ligne. Nous soutiendrons activement ces luttes. Ceci signifie que les bases vont faire pression sur le processus de négociation et qu'elles superviseront le respect des accords. Notre rôle sera de guider cette combativité tout en évitant que la situation devienne véritablement explosive.

* Le Forum de Sao Paulo regroupe 68 organisations progressistes latino-américaines, entre autres le FMLN (El Salvador), le FSLN, l'URNG (Guatemala), la Coordinación guerrillera Simon Bolivar (Colombie), le Parti des travailleurs (Brésil), la Lavalas (Haïti), la majorité des partis communistes dont celui de Cuba, différents mouvements trotskistes et des partis socio-démocrates. Ces organisations ont tenu leur première réunion à Sao Paulo, en 1990, à l'initiative du PT brésilien, afin de discuter d'un projet socialiste pour le continent latino-américain. La seconde rencontre a eu lieu à Mexico en 1991. La troisième se déroulera à Managua en juillet prochain et la formulation d'une alternative au néo-libéralisme sera à l'ordre du jour. Un séminaire de préparation vient de se tenir à Lima (Pérou). -(ANN)

L'UNITE DU FMLN EN DEBAT

Managua, 22 avril. — Certaines des organisations qui composent le FMLN ont engagé la discussion sur l'avenir. Une première assemblée des dirigeants de l'Armée révolutionnaire du peuple (ERP) et de son bras politique, le Parti de la révolution salvadorienne (PRS), s'est tenue le 15 mars. Le Parti communiste salvadorien s'est également réuni à la fin du mois, pour la première fois légalement après 62 ans de clandestinité. L'unité des organisations qui composent le FMLN et son adaptation à l'action politique légale sont au centre du débat.

Bien qu'il n'y ait officiellement aucun projet de scission au sein du FMLN, certains indices d'une recombinaison se manifestent. La discussion interne porte sur la manière de se réorganiser en préservant l'organisation politique aujourd'hui légale et en s'adaptant à la vie institutionnelle. Il faut se rappeler que l'unité du FMLN s'est faite autour d'un objectif stratégique, gagner la guerre. Mais chaque organisation qui le compose a maintenu son projet et sa propre conception de la révolution. C'est pour

cette raison qu'aujourd'hui chacune de ces organisations avance ses critères en ce qui concerne les formes de lutte à appliquer. Ramon Medrano, membre de la commission politique du FMLN et par ailleurs dirigeant de l'ERP, le formule clairement: "Il y a un grand débat entre ceux qui veulent reprendre les concepts fondamentaux du marxisme et essayer de les appliquer d'une nouvelle manière et ceux qui considèrent qu'il ne faut pas se baser sur un manuel mais sur des analyses nouvelles ainsi que sur la réalité de l'Amérique latine et du monde".

Ces deux positions sont défendues par ceux qui sont considérés comme les principaux leaders du FMLN, respectivement le dirigeant du Parti communiste, Shafick Handal et celui de l'ERP, Joaquin Villalobos. Pour S. Handal, "le FMLN ne prétend pas monopoliser le pouvoir dans la vie politique nationale mais être un mouvement qui rassemble d'autres forces favorables au changement démocratique, comme par exemple la Convergence démocratique, le Mouvement national révolutionnaire et même la Démocratie chrétienne". Pour J. Villalobos, au contraire, "il faut fonder un parti politique de type nouveau, avec une base populaire et une représentativité nationale". Pas de surprise donc lorsque l'ERP se déclare social-démocrate et signale que le FMLN doit être transformé en "organisation démocratique". Il n'est pas étonnant non plus que ce soit ces deux organisations qui aient ouvert le débat interne, un débat qui devrait rejallir sur les autres organisations et les obliger à se situer. Deux voies sont possibles pour cette discussion: un mouvement de la base des organisations qui forment le FMLN vers son sommet ou, au contraire, de la direction du FMLN vers ces organisations. Dans les deux cas, le résultat sera soit la consolidation du FMLN comme force politique soit sa division.

Cette discussion, qui en est à ses premiers pas devrait nécessairement être sous-tendue par un projet politique et économique unitaire qui s'appuie sur une vaste alliance populaire. Mais il semble que jusque-là le débat ne se déroule qu'au sein de la direction et que la base de la guérilla et du mouvement populaire n'y participe que peu et n'ait pas d'idée très claire sur ce projet politique. Selon un journaliste de *Barricada* qui s'est entretenu avec plusieurs guérilleros, ceux-ci "sont surtout préoccupés par leur sécurité physique, ils aspirent à un lopin de terre ou à une bourse pour reprendre leurs études, ils pensent à leur survie; très peu d'entre eux veulent devenir des professionnels de la politique".

Une autre des questions importantes pour l'avenir du FMLN sera sa position face aux prochaines élections. La principale force légale de gauche, la Convergence démocratique, est aujourd'hui confrontée à une série de tensions internes qui la mettent en danger de disparition. Selon le dirigeant du Mouvement national révolutionnaire (MNR), Victor Valle, "cette coalition n'agit plus beaucoup et le MNR a pris la décision de participer seul à la bataille électorale; nos divergences viennent du fait que le MNR a toujours été à gauche tandis que les camarades de la Convergence ont essayé d'autres boutiques, comme celle des démocrates-chrétiens". "C'est faux, lui répond un dirigeant du Mouvement populaire social-chrétien; la Convergence est un compromis entre trois partis et le fait que l'un des trois ait décidé de s'isoler ne signifie pas la mort de l'ensemble". Selon lui, la Convergence a gagné du terrain, elle

a un groupe parlementaire très actif et joue un rôle important auprès du peuple. La mort de Guillermo Ungo et l'assassinat d'Hector Oqueli auraient provoqué un virage au sein du MNR qui, selon le leader social-chrétien, profite uniquement à la Démocratie-chrétienne.

En 1994, le FMLN aura procédé à sa recomposition et participera aux élections, soit en tant que parti politique soit en tant que force appuyant une coalition de gauche. Les alliances joueront à ce moment un rôle déterminant. -(ANN/Infopress)

EL SALVADOR : MANIFESTANTS = DELINQUANTS ?

Le président Cristiani a annoncé la formation d'une Commission de lutte contre la délinquance dirigée par des membres de son gouvernement. Cette initiative, qui représente un palliatif et non une solution au problème social de la violence, pourrait avoir un objectif politique : celui d'établir un lien entre la vague de manifestations populaires et la violence généralisée. Une vision des choses qui justifie le maintien de la répression et des corps de sécurité.

Depuis la signature des accords, la presse gouvernementale accorde une large place à la délinquance qui sévit dans les grandes villes, citant le chiffre d'une dizaine d'assassinats par jour. En réponse, le projet gouvernemental n'envisage que la répression, avec la multiplication des patrouilles. Selon le FMLN, "la délinquance est favorisée par la grande quantité d'armes que détiennent les corps de sécurité, qui sont censés être dissouts mais se consacrent à semer la terreur dans les rues". Les secteurs populaires dénoncent les patrouilles effectuées par la Garde nationale et la Police d'Hacienda, débaptisées mais non démantelées. L'Union générale des travailleurs salvadoriens est descendue massivement dans la rue pour exiger leur dissolution.

La formation de cette Commission de lutte contre la violence correspond dans le temps à un déploiement de l'activité syndicale et populaire. La quasi totalité des enseignants a suivi l'appel à la grève générale pour une augmentation des salaires, de meilleures conditions pédagogiques et une remise à niveau scolaire des anciens combattants du FMLN et de l'Armée. Ils exigent également des créations de poste, quand 11 000 d'entre eux sont au chômage et que beaucoup de localités rurales n'ont pas d'école. Le gouvernement ne leur a donné aucune réponse et ils prévoient de relancer le mouvement. Le président Cristiani a accusé le FMLN de "menacer les enseignants qui refusaient de participer à la grève". Les employés du ministère du Travail et du ministère de l'Agriculture se sont à leur tour mis en grève pour des augmentations salariales, puis l'ensemble des organisations paysannes ont manifesté dans les rues de San Salvador pour exiger des terres et des crédits. Le gouvernement a présenté cette série d'actions comme une manœuvre de la gauche pour "saboter le processus de paix". -(ANN)

LES GRANDES MANOEUVRES

Horacio Castellanos

Managua, avril. — La tension militaire aux frontières du Honduras et du Salvador pourrait être le résultat de manœuvres des états-majors des deux armées destinées à entraver les plans de démilitarisation dans la région.

Tout a commencé par des avions mystérieux, d'origine inconnue, survolant certaines des zones dans lesquelles se sont concentrées les forces du FMLN au lendemain du cessez-le-feu. La guérilla a estimé tout d'abord qu'il s'agissait d'une provocation de l'armée salvadorienne. Le vice-ministre de la Défense a nié cette version, de même que la mission des observateurs de l'ONU. Le gouvernement Cristiani a affirmé alors qu'il s'agissait d'avions honduriens et a protesté auprès de son homologue de Tegucigalpa. Le gouvernement hondurien a à son tour nié les faits, avançant que son armée ne disposait pas de ce type de matériel. Mais les vols se sont poursuivis.

La presse hondurienne s'est emparée de l'affaire, évoquant de prétendues occupations de terres frontalières par les troupes du FMLN. Le journal *El Herald* signale en mars : "L'installation de colonies de salvadoriens sur des territoires en dispute trouble le climat politique au Honduras comme au Salvador et perturbe les relations entre les deux gouvernements". L'éditorial qualifie cette affaire de "défi" et de "violation aux principes du Droit international". L'armée est restée massée aux frontières, en état d'alerte et menaçant de déloger les membres du FMLN des territoires limitrophes.

Pour l'opposition hondurienne, cette campagne serait fomentée par les services secrets militaires à un moment où l'armée subit de fortes pressions, surtout de la part des Etats-Unis, pour procéder à une réduction de ses forces et à une réforme de sa législation. L'armée agiterait le fantasme d'un conflit avec le Salvador pour éviter de se transformer. La réduction de l'aide militaire des Etats-Unis et la nouvelle politique de Washington qui vise à une démilitarisation de l'Amérique centrale ne peuvent qu'inquiéter les forces armées honduriennes. Cette campagne destinée à tendre les relations entre les deux pays a été lancée à un moment où le gouvernement et l'armée du Salvador auraient dû concrétiser les premières mesures de démilitarisation prévues par les accords de paix. La dissolution de la Garde nationale et de la Police d'Hacienda, programmée pour le 2 mars, constituait un des points cruciaux du calendrier. Or le gouvernement Cristiani, au lieu de les dissoudre, les a transformées respectivement en police garde-frontières et police militaire. Certains à San Salvador voient une "relation suspecte" entre le soudain problème frontalier et cette décision gouvernementale contraire aux accords de paix. Des membres de l'opposition salvadorienne rappellent que la guerre entre le Honduras et le Salvador, en juillet 69, avait été provoquée entre autres par une dispute frontalière concernant ce même territoire que les militaires honduriens disent aujourd'hui envahi par les troupes du FMLN. L'armée salvadorienne pourrait, en éveillant des

sentiments "nationalistes" et en invoquant la menace extérieure, retarder l'échéance de la démilitarisation. Un conflit frontalier permettrait au Salvador de réclamer auprès des Nations Unies une révision des accords de paix.

Cette interprétation du conflit suppose une entente entre les deux états-majors militaires, hondurien et salvadorien, poussés par une motivation commune : échapper aux réductions d'effectifs et de budget. Une protestation émise par les militaires honduriens est venue bien à propos alimenter le moulin des militaires salvadoriens. Un véhicule transportant des armes pour la guérilla salvadorienne aurait été arrêté à la frontière entre le Honduras et le Nicaragua. La direction du FMLN a jugé cette accusation "absurde" mais un député salvadorien en a immédiatement profité pour justifier la création de la police garde-frontières.

S'il semble pour le moment improbable que ces tensions débouchent sur un conflit armé entre les deux pays, on ne peut exclure que les pouvoirs militaires, déséquilibrés au niveau régional par les accords de paix et les pressions, recherchent une "ultime tranchée". -(ANN/Pensamiento propio)

PANAMA : LES INDIGENES KUNAS DEFENDENT LEURS DROITS

Raul Marin

Managua, mars. — "Nous exigeons des espaces propres pour nos revendications en tant que peuples indigènes", affirme Atencio Lopez, secrétaire général de l'Association Kunas unis pour Nabguana ("la terre mère"). Il explique la décision de créer la Coordination continentale indigène, prise à la suite de la seconde Rencontre continentale de la Campagne "500 ans de résistance indigène, populaire et noire" et évoque l'organisation du peuple Kuna au Panama.

Raul Marin: Pourquoi la création d'une coordination indigène au sein de la campagne continentale ?

Atencio Lopez: Nous pensons qu'il y a eu des incompréhensions et des erreurs dans l'organisation de la seconde Rencontre et dans la participation des différents secteurs de la campagne. Nous nous sommes rendu compte par exemple que sur 300 délégués invités, il y avait à peine 60 indigènes. Les thèmes généraux du mouvement populaire ont envahi l'ordre du jour et cela a empêché que la rencontre indigène ait vraiment lieu. C'est pour cela que nous avons décidé de créer une coordination continentale afin de représenter le mouvement indigène.

RM: La Campagne pourrait-elle se diviser?

AL: Nous ne cherchons pas la division, Nous sommes d'accord pour travailler dans l'unité avec tous les marginalisés du conti-

ment et nous pensons qu'il faut profiter de cette occasion des 500 ans. Mais nous ne pouvons oublier que les indigènes ont été présents dans toutes les luttes de libération du continent depuis la conquête et que néanmoins ils n'ont jamais été pris en compte. Jusqu'à une date récente, on a dit que seule l'unité ouvrière et paysanne pouvait libérer l'Amérique latine. Maintenant nous nous rendons compte que cette unité n'est pas une garantie de notre libération comme peuples indigènes. Nous ne voulons pas que la question indigène soit seulement un ornement, un slogan et c'est pour cela que nous organisons notre propre campagne, tout en continuant à appuyer les comités nationaux de la campagne.

RM: Quelle est ta fonction au sein de l'organisation Kunas unis pour Nabguana?

AL: Je travaille dans un bureau de conseil juridique à Panama. Nous représentons légalement le peuple Kuna face au gouvernement et dans toutes ses démarches. Nous dépendons du Congrès général Kuna qui rassemble 52 communautés et se réunit tous les six mois. Ce Congrès discute de toutes les questions politiques, administratives et économiques de notre région. Une vingtaine d'organisations de paysans, de femmes, d'étudiants et des différents secteurs d'activité y participe. Il ne faut pas oublier qu'en 1925, notre peuple a pris les armes face à la police coloniale. Ensuite, nous avons dû céder un peu, mais le gouvernement a dû de son côté reconnaître notre autorité traditionnelle et notre territoire. Avec le temps, notre mouvement a subi l'influence des églises et il s'est également politisé. Chaque communauté a un congrès local qui siège tous les jours pour organiser la vie quotidienne, décider s'il faut couper tel arbre, réparer tel chemin, comment réagir à un problème de vol, etc. Cinq délégués de chaque congrès local participent au Congrès général.

RM: Comment êtes-vous représentés au sein de l'Etat?

AL: N'importe quel projet de l'Etat qui nous concerne doit recevoir l'approbation de notre Congrès. Une loi de 1955 officialise notre territoire. Cette loi n'est pas parfaite mais elle est la première au niveau continental qui reconnaisse l'autonomie et le territoire d'un peuple indigène.

RM: A quoi sont dus les récents affrontements en territoire kuna?

AL: La constitution de 1972 stipule que l'Etat doit protéger les réserves des populations indigènes. Mais le président Torrijos nous a manipulés avec la construction d'une grande centrale hydro-électrique qui a inondé 18 000 hectares de nos terres. Il prétendait que nous ne les cultivions pas par paresse. La réalité est que nous nous refusons à détruire nos forêts pour ne pas épuiser nos sols. Depuis l'invasion yankee de 1989, il n'y a plus d'Etat panaméen et nos terres sont envahies peu à peu. Depuis février 90, chaque semaine, une dizaine de colons vient s'installer chez nous. Ce sont des paysans pauvres qui dévastent nos forêts et brûlent les bosquets. C'est pour cette raison que depuis juin 91, les Kunas sont sur le pied de guerre. Comme le gouvernement est incapable de défendre notre territoire, nous avons décidé d'avoir recours à la violence. Il y a eu des échanges de

coups de feu et nous avons bloqué la route panaméricaine par où est évacué le bois. Nous comprenons que les colons sont des paysans pauvres comme nous, mais nous avons découvert que derrière eux, il y a des gens du gouvernement actuel et du précédent qui les envoient dans le but de récupérer nos terres par la suite.

RM: Quelles sont les richesses naturelles qu'abrite votre territoire?

AL: C'est une des plus riches forêts tropicales humides du nord de l'Amazonie, mais elle est détériorée. Au cours des 20 dernières années, quatre espèces animales ont disparu. Le cadre naturel nous est indispensable et nous n'exploitons ses ressources que pour les besoins de notre survie. Pour nous, il est inconcevable de couper plus d'arbres que ceux dont nous avons besoin car cela compromet l'avenir de notre communauté.

RM: Mais vous avez également besoin de faire du commerce?

AL: Nous vendons directement les produits de la pêche et les noix de coco en Colombie, nous les échangeons contre le café, le sucre et le riz.

RM: Combien de Kunas ont émigré en ville?

AL: Beaucoup. Selon nos sources, il y a environ 10 000 Kunas en ville et 35 000 dans les communautés. Ils partent en ville pour bénéficier d'une éducation qui leur donnera accès à de meilleures conditions de vie. Comme nous sommes autonomes, l'Etat en profite pour nous oublier. Il ne nous donne aucun budget pour l'éducation et pour la santé. Mais en ville, quel est notre sort? Il n'y a pas d'emplois fixes pour les Kunas car les employeurs savent que nous ne résistons pas plus de deux ou trois ans en milieu urbain. Les Kunas ne perdent jamais le contact avec leur communauté; si celle-ci projette une amélioration, ils doivent participer financièrement même s'ils sont en ville. C'est pour cela que maintenant chaque communauté a un bureau en ville afin d'informer ses membres qui ont émigré, les aider et organiser des activités culturelles.

RM: Comment voyez-vous l'avenir pour les populations indigènes d'Amérique latine?

AL: On ne peut plus les ignorer. Dans le cas du Panama, nous exigeons la reconnaissance d'un état multi-ethnique. Au Guatemala, où il y eu une politique de génocide contre les populations indigènes, la Constitution de 1985 leur reconnaît aujourd'hui quelques droits, mais ils sont bafoués par le gouvernement. Dans le cas de la Colombie, la Constitution de 1986 méconnaissait complètement le problème, au point de charger le Vatican des questions indigènes. La nouvelle Constitution de 91 est plus avancée, reconnaissant le caractère multi-ethnique et les langues indigènes. La loi d'autonomie nicaraguayenne est importante également comme exemple. Nous sommes des peuples très organisés et nous allons exiger nos droits. Nous ne voulons pas vivre enfermés dans nos réserves. -(ANN/Pensamiento propio)

EN BREF

CHOLERA. Le nombre officiel de cas de choléra au Nicaragua est de 26, dont 11 dans la localité de Tipitapa. Les lagunes de Masaya et d'Apoyo sont contaminées et ont été fermées au public.

REVUELTOS. 200 paysans, anciens recontras et anciens re-compas ont occupé les installations municipales de Yali, dans la région de Jinotega, le 20 avril. Ils exigent la légalisation de leurs terres et des crédits pour les semailles. Le 21 c'était au tour d'Esteli, dans le nord ouest, d'être bloqué par 300 *revueltos* qui occupaient la route panaméricaine pour les mêmes raisons. Le 22, dans la nuit, 1 000 autres s'emparaient de Jinotega, dans le nord, exigeant la légalisation de 2 250 hectares de terres, des crédits et des maisons. Ils menacent d'étendre leur mouvement si le gouvernement ne leur donne pas rapidement réponse.

RECONTRAS. Cinq paysans ont été assassinés par un groupe d'ex-recontras dans la région de Matagalpa, le 20 avril.

ROGELIO RAMIREZ, député et membre de l'Assemblée sandiniste, est décédé le 15 avril alors qu'il se trouvait en Corée. Agé de 47 ans et frère aîné de Sergio Ramirez, il était entré au FSLN en 1967. Sous le gouvernement précédent, il occupa les postes d'ambassadeur au Costa Rica et de ministre de Affaires municipales, avant de se consacrer à sa charge de député et à l'élaboration de la Constitution. Il était depuis un mois le directeur général de l'hebdomadaire *El Semanario*. De nombreux habitants de Masatepe, dont il était originaire, ont accompagné son enterrement et Daniel Ortega lui a rendu hommage au nom du FSLN. Une délégation parlementaire de l'UNO était présente également et a salué en lui "l'homme de dialogue".

LES RIPOUX EN MISSION. C'est la police mexicaine, une des plus corrompues d'Amérique latine, et la Garde civile espagnole, souvent accusée de violations des droits humains, qui formeront le gros des troupes policières envoyées au Salvador par l'ONU pour vérifier l'application des accords de paix. Trois des 113 policiers mexicains en poste au Salvador ont déjà été déferés devant la justice de leur pays pour une raison qui n'a pas été rendue publique.

SALVADOR. Une cache d'armes a été découverte dans une propriété proche de la capitale appartenant à l'organisation humanitaire Médecins sans frontières. Le gouvernement accuse la guérilla mais celle-ci nie que ces armes lui appartiennent et soutient qu'elles ont été placées là intentionnellement par les Forces armées pour pouvoir accuser le FMLN de rompre les accords de paix. Le responsable de l'organisation humanitaire a déclaré ignorer l'origine de ces armes.

LE TEMPS DES MEDAILLES. Le président salvadorien Cristiani, membre du parti d'extrême-droite ARENA, a reçu une décoration des mains du secrétaire général de l'OEA en reconnaissance de "ses efforts en faveur de la paix". Le Major d'Aubuisson, chef des escadrons de la mort et également mem-

bre d'ARENA, est malheureusement décédé trop tôt d'un cancer pour être mis sur la liste des bienfaiteurs de l'humanité.

GUATEMALA. Les forces de l'ordre ont tiré sur un cortège d'étudiants qui participaient à un carnaval traditionnel au contenu critique vis-à-vis de la répression qui sévit dans le pays. Un étudiant a été tué, 15 blessés et les autres ont "disparu".

GUATEMALA. 116 procès sont en cours contre des "maquilas" ou chaînes de montage à capitaux étrangers. Tous concernent des violations aux droits du travail des femmes, majoritairement employées dans ces entreprises qui les considèrent comme plus malléables que les hommes, moins enclines à s'organiser et plus facilement licenciées.

GUATEMALA. 2 000 paysans membres de l'ethnie indigène Kaqchikel ont été brutalement expulsés par les forces de l'ordre des terres qu'ils occupaient depuis le 23 mars dans le département de Solola. 30 d'entre eux sont blessés et 74 emprisonnés. Les terres occupées appartiennent historiquement à leur ethnie.

GUATEMALA. Un réseau de trafiquants de bébés a été démantelé. Les nourrissons, achetés à leur mère, étaient ensuite nourris pendant quelques semaines avant d'être envoyés aux Etats-Unis pour y subir des expérimentations médicales ou des ablations d'organes utilisés pour des transplantations. La représentante de l'ambassade des Etats-Unis interrogée à ce sujet a nié que l'achat d'enfants se pratique dans son pays.

PROTEGER LA DEMOCRATIE. La création d'une Force militaire interaméricaine a été proposée par le très influent quotidien le *New York Times*. Son but serait de "protéger les gouvernements démocratiques latino-américains d'attaques terroristes". L'éditorialiste argumente : "L'existence de guérillas et de groupes militaires qui menacent plusieurs pays justifie la création d'une force de sécurité collective". Il cite à l'appui les cas récents du Venezuela, d'Haïti et les menaces que la guérilla péruvienne fait peser sur le "démocratique" gouvernement de Fujimori. -(ANN)

ABONNEMENTS : 458 F (Comités 900 F; Institutions 1 300 F)
Chèques à l'ordre de : ANN, 15 rue Muller 75018 PARIS
Pour la Suisse : 124 CHF (Comités 265 CHF; Institutions
1 300 CHF) sur le compte 80-49853-7 Zurich.
Un paiement semestriel est possible.
Rédaction au Nicaragua : Michèle Faure et Frédérique Perrin
Tel : 505 2 27253.

ANN